

CENTRE DE NOUMEA

-:-:-

SCIENCES HUMAINES

NOTES POUR UN EXPOSE

PRONONCE LE 31 AOUT DEVANT

L'OFFICE DU LOGEMENT A PORT-VILA

" MIGRATIONS ET PROBLEMES URBAINS A PORT-VILA "

Joël BONNEMAISON
Chargé de Recherche
(Géographie Humaine)

1973

Limites et but de l'exposé :

- Il s'agit d'une enquête en cours sur les migrations des néo-hébridais vers Vila, les processus de création urbaine et les problèmes qui en découlent.

- Sources : Résultats du recensement de 1972 par le Service Statistique. Enquête directe auprès des néo-hébridais sur les chantiers de construction, maisons de commerce, etc... (questionnaire, île d'origine, ancienneté à Vila, mode de logement, occupation précédente, etc...).

- Il n'est pas encore possible de donner des résultats chiffrés et précis, mais seulement un certain nombre de directions et d'éléments de réponse permettant de mieux comprendre : Pourquoi les néo-hébridais vont-ils à Vila ? D'où viennent-ils ? Qu'y font-ils ? Quels sont leurs problèmes ? S'agit-il d'un flot temporaire ou au contraire d'un mouvement qui ira encore en s'accélégrant et se fixera définitivement en ville ?

Enfin à l'égard de tout ça et en particulier du problème urgent du logement, que peuvent faire les pouvoirs publics ?

Importance du mouvement migratoire :

- Entre 1965 et 1972, c'est-à-dire à partir de l'enquête du géographe anglais Brookfield, la population néo-hébridaise du Grand Vila (c'est-à-dire en comptant les villages suburbains : Fila, Mélé, Erakor, Pango et les communautés de migrants) est passée de 4.593 hab. à 8.836 hab., soit une augmentation de plus de 80 % (plus de 10 % par an).

Ce taux d'accroissement est sans doute le plus fort que puisse connaître à l'heure actuelle un centre urbain du Pacifique. Il traduit deux choses :

- D'abord une transformation à la fois quantitative et qualitative du phénomène migratoire, c'est-à-dire le passage d'une migration traditionnelle circulaire à un véritable phénomène d'exode rural (10 % de la population mélanésienne des Nouvelles-Hébrides se trouve aujourd'hui dans le Grand Vila). Toutes les grandes îles de l'Archipel étant touchées pratiquement au même titre que cette migration alors qu'autrefois elle était surtout le fait des îles proches de Vila : Paama, Tongoa, Nord Vaté.

- Ce mouvement migratoire, nouveau par son ampleur et l'élargissement de son aire de départ, est l'expression d'une mutation économique récente, à savoir le développement économique de la ville dû à des investissements en partie extérieurs à l'archipel, conjointement avec le déclin économique des activités agricoles (chutes des

cours du coprah), (passage de cyclones dans certaines îles) ; l'appel vers la ville étant d'autant mieux ressenti que le coprah a rapporté de moins en moins pendant ces deux dernières années.

Ce mouvement est donc l'expression d'une transformation économique, mais ses incidences sociales sont importantes. Il accélère en effet des phénomènes d'évolution sociologiques et pose des problèmes nouveaux.

La migration circulaire traditionnelle

Si le développement de la population néo-hébridaise de Port-Vila a été continu depuis 1965, il n'a p r i s l'ampleur que nous lui connaissons depuis 1970. Autrefois la migration vers la ville s'inscrivait dans le cadre d'une migration traditionnelle que l'on qualifie en géographie de "circulaire" (on ne part que pour mieux revenir à son point de départ).

Ces migrations offraient un certain nombre de caractéristiques :

- Le facteur "distance" y jouait un rôle essentiel.

En 1965, plus de 75 % des migrants vers Port-Vila venaient d'Efaté, du Nord Vaté, de Paama et des Shepherds, c'est-à-dire d'un environnement proche. Le reste des Nouvelles-Hébrides n'entrait dans cette migration que pour 25 %. En effet les îles du Nord migraient surtout vers Santo ; ceux qui migraient vers Vila se recrutaient surtout parmi les petites îles fortement peuplées proches ou relativement proches d'Efaté.

- Ces migrations étaient dans l'ensemble "courtes", de 1 mois à 1 an. En aucune façon, il ne s'agissait de s'établir définitivement hors de son île (importance des liens avec l'île natale : les néo-hébridais sont des "paysans" fortement attachés à leur île natale). Cette migration temporaire était liée au désir économique de réunir une somme d'argent ; pour faire une maison, acheter des bouluks, des barbelés, payer le prix de la fiancée ou simplement le désir de découvrir l'extérieur. Traditionnellement, le voyage "extérieur" fait en effet partie de l'initiation du jeune homme : il se traduisait par ces migrations courtes, souvent avant le mariage. Très peu de néo-hébridais dans les îles n'ont pas, au moins plusieurs fois, fait ces migrations extérieures : elles sont sources non seulement de revenus, mais de prestige. Elles confèrent une position sociale plus forte lorsque l'on revient (d'autant plus que généralement on en ramène de nombreux cadeaux pour les membres de sa famille).

- Ces migrations "courtes" n'étaient pas spécialement dirigées vers la ville mais très souvent vers les plantations (le fait de pouvoir y manger de la viande, boire de la bière était particulièrement apprécié).

Souvent chaque île ou groupe de villages cherchait un secteur d'émigration temporaire : par exemple une entreprise urbaine ou une plantation, le personnel de celles-ci se renouvelait alors par roulement au sein d'une population linguistiquement et ^{ultérieurement} ~~ultérieurement~~ homogène. Souvent aussi un lien personnel se créait entre l'employeur et cette population pour laquelle il apparaissait un peu comme le protecteur extérieur.

- Cette migration circulaire est restée prédominante jusqu'aux années 1969/1970. Elle était l'expression d'une situation économique générale où la production agricole et en particulier la fabrication et la vente du coprah constituait le secteur principal de l'économie néo-hébridaise.

D'autre part, elle révélait une paysannerie fortement attachée à ses régions natales, peu prédisposée à un départ définitif et où le degré d'acculturation restait faible.

En effet, plus le monde coutumier reste fort et plus les migrations se rattachent à ce type traditionnel, plus elles sont "circulaires". Déjà à cette époque, ce sont parmi les îles les plus "acculturées" que se recrutaient les migrants restant le plus longtemps à Vila : Paama, le Nord Vaté, c'est-à-dire des îles où l'influence de la mission presbytérienne avait contribué de longue date à la pulvérisation ou à l'affaiblissement des structures sociales traditionnelles.

Tout a changé vers 1970 : le moment le plus intense de la transformation de cette migration ayant eu lieu au début de 1971.

La migration actuelle : les débuts d'un exode rural.

I) Les causes en sont diverses :

D'abord il y a un phénomène économique :

. Le développement urbain proprement dit, dû à des investissements extérieurs ou administratifs provoque un essor sans précédent de la construction, d'où un fort appel de main-d'oeuvre.

. En brousse, l'effondrement des cours du coprah pendant ces deux dernières années libère une main-d'oeuvre nombreuse et peu qualifiée qui sera en grande partie employée sur les chantiers de construction.

. Ensuite il y a accélération des phénomènes d'évolution sociale, surtout au niveau des jeunes : une plus grande indépendance de ceux-ci par rapport à l'auto-

rité de la coutume, les libèrent pour l'aventure urbaine. L'un des principaux moteurs de cette accélération étant le développement de la scolarisation. Plus un jeune va à l'école et moins il est disposé ensuite à rester au village (d'autant que l'internat fréquent constitue déjà une coupure avec le village natal).

Enfin, les habitudes alimentaires nouvelles (riz et boîtes), vestimentaires, créent des habitudes de consommation, un besoin d'argent régulier qui poussent les hommes au départ vers la ville, source de salaires réguliers (relation avec la chute des cours du coprah et cyclones dévastateurs de 1972).

2) Tout cela a contribué à favoriser l'émergence d'un nouveau type migratoire, très différent du premier. Les principales caractéristiques en sont les suivantes :

- Le facteur "distance" joue beaucoup moins. Alors que dans la migration traditionnelle, les îles du Centre (en ajoutant Paama) formaient la grande majorité des migrants ; toutes les îles participent aujourd'hui au mouvement, en particulier les grandes îles agricoles du Nord et du Sud : Aoba, Pentecôte, Malikolo, Tanna, Ambrym.

Exemple : Comparaison des taux d'accroissement des migrants par île d'origine entre 1965 et 1972.

Pour un accroissement de 87 % de la population néo-hébridaise de Port-Vila entre 1965 et 1972.

- Migrants originaires des îles du Centre (en incluant Paama) entre 1965 et 1972, l'accroissement moyen pour ces îles a été de 25,2 % (Paama : +8,6 %, Tongoa : + 29 %, Ilots Nord Vaté : + 31 %)

- Migrants originaires des îles du Centre Nord et du Nord (de Malikolo aux Banks), l'accroissement moyen a été de 160 % - soit plus de 4 fois le taux d'accroissement des îles du centre -. (Malikolo : + 187 %, Aoba : + 171 %, Santo : +155 %, Pentecôte : +71 %, Ambrym : + 105 %, Banks : + 250%).

- Migrants originaires des îles du Sud : accroissement moyen de 153 %, Tanna : + 263 %, Ancitum et Futuna : + 150 %.

On remarque que l'accroissement des migrants est surtout prononcé dans les îles jusqu'ici grandes productrices de coprah : celles où le rapport surface plantée en cocoteraie/nombre d'habitants est élevé, ce qui confirme le lien entre accroissement des migrations et chute du coprah.

Si la tendance migratoire des îles du Centre vers Vila se confirme, elle est aujourd'hui dépassée par l'importance des mouvements migratoires provenant des grandes îles fortement peuplées du Sud et du Nord de l'Archipel. Les migrations actuelles vers Vila ne sont donc plus un mouvement local, mais quelque chose qui embrasse l'ensemble de l'Archipel. C'est actuellement le phénomène social essentiel des Nouvelles-Hébrides : comme tel il ne peut être négligé.

- Si les migrations viennent de plus loin, elles durent aussi beaucoup plus longtemps. Les migrants arrivent aujourd'hui à Vila dans un esprit très différent de celui de la migration traditionnelle. On ne vient plus pour repartir assez rapidement, mais, et c'est surtout le cas des jeunes, pour "rester en ville le plus longtemps possible et tant qu'il y aura de l'argent à gagner".

L'attachement à l'île natale, le désir d'y retourner est moins fort ; ceux qui reviennent régulièrement deux fois par an (et encore pour une courte durée : Noël et juillet : périodes de plantation des jardins) appartiennent à la génération des hommes de plus de 30 ans, surtout lorsqu'ils ont femme et enfants au village. Les jeunes surtout s'ils sont célibataires, ne se fixent pas de date de retour ... souvent certains contractent des unions sur place, en dehors des circuits coutumiers, ce qui les coupe encore plus du milieu de départ.

- Enfin, dernière différence avec la migration traditionnelle, tout le mouvement migratoire actuel à l'intérieur de l'archipel est aujourd'hui presque exclusivement dirigé sur Vila. Il prouve bien l'importance économique prise par le développement urbain de la capitale administrative et à l'inverse le déclin - peut être momentané ? - de l'économie agricole ; le coprah déclinant, l'élevage ne semble guère être en mesure de le remplacer, au moins dans le secteur mélanésien.

Par là il traduit un déséquilibre en cours de formation et dont il convient de se méfier : le gonflement urbain risquant d'entraîner une perte de dynamisme du reste de l'archipel et une désertification de celui-ci : le terme de cette évolution pouvant en être une situation "calédonienne" : c'est-à-dire une ville hypertrophiée et un "interland" pratiquement désert sans aucun dynamisme.

Tout ceci ne va pas sans poser d'ores et déjà un certain nombre de problèmes à l'intérieur de l'agglomération :

Les problèmes de la migration :

I) Dans le cadre de la migration traditionnelle, les problèmes restaient d'ordre mineur. Le migrant n'était pas seul, mais pris en charge, soit par son employeur, soit par sa communauté d'origine. Ce qui était possible tant que le nombre des migrants restait limité et que la migration restait temporaire.

- Dans la plupart des cas, l'employeur fournissait un logement à ses employés ou au moins aux plus stables de ceux-ci, lesquels partageaient cette opportunité avec leurs frères et cousins, temporairement sans abri (il s'agissait d'une migration d'hommes seuls), qu'ils travaillent ou non dans l'entreprise.

- Dans d'autres cas, une tribu ou une île se groupait pour acheter une parcelle de terre à Vila, celle-ci faisait alors l'objet de base d'accueil pour les membres de cette communauté, lorsqu'ils étaient de passage à Vila. Des parcelles ont été achetées à Anabrou, Sea Side, Tagabé, dans les premiers lotissements à bas prix ouverts aux néo-hébridais (communautés de Tongoa, Paama, Ambrym, Aneityum... ont pu ainsi se constituer).

Sur ces "terrains communautaires", il se constitua très vite un habitat provisoire correspondant à une population très mouvante cherchant moins à Vila une installation de longue durée qu'un abri temporaire. Cet habitat provisoire était le plus souvent fait avec du matériel de récupération ou à bon marché : caisses, tôles, planches.

- Cela avait l'avantage de poser peu de problèmes aux pouvoirs publics, puisque la migration, par le jeu de la solidarité ethnique et des relations de parenté, organisait ainsi ses propres bases d'accueil.

- Au niveau de la psychologie, la migration circulaire présentait un autre avantage : celui d'empêcher un déracinement trop accentué du migrant. Celui-ci était pris en charge par sa communauté, laquelle restait elle-même très liée avec l'île d'origine et souvent se réorganisait sur place : structures d'autorité, élues ou déléguées, lieux privilégiés de réunion, etc... etc...

- Enfin, et parce que temporaire, cette migration empêchait la formation d'un véritable prolétariat urbain à Vila. Les liens avec l'île d'origine permettaient la réinsertion du migrant dès son retour : ses biens - terre ou cheptel - étant gardés sur place par la famille .

A partir de 1965, furent achetés les premiers lots individuels par des néo-hébridais émigrés - une cinquantaine - : quelques-uns à Anabrou, Sea Side, la plupart à Tagabé. C'est-à-dire à une époque où la spéculation foncière restait encore inconnue et dans des lotissements un peu excentriques à la ville.

A Melcofee, des lots furent achetés à la même époque par des métis d'origine japonaise ou européenne.

- Mais le gros inconvénient de cette migration provenait également de son instabilité, car cela empêchait la création d'une main-d'oeuvre spécialisée. Les possibilités offertes par la main-d'oeuvre néo-hébridaise ne pouvaient être exploitées réellement à cause de cela, d'où la venue des maçons fidjiens ou Tonga au moment du boom - il en reste 130 aujourd'hui à Vila - qui ne sont pas forcément meilleurs que les ouvriers néo-hébridais, mais qui présentent l'avantage d'être stables.

2) Aujourd'hui les problèmes ont changé. Essentiellement parce que les types migratoires se sont amplifiés et modifiés tandis que les structures d'accueil de cette population restaient les mêmes. En effet :

- les néo-hébridais sont beaucoup plus nombreux.
- ils restent plus longtemps.
- une bonne partie d'entre eux cherche à se fixer définitivement ou au moins pour une longue durée.

Dès lors les structures traditionnelles en place qui suffisaient dans le cadre de la migration temporaire deviennent inadaptées :

L'habitat temporaire de tôles devient un taudis insalubre non plus provisoire, mais permanent. L'entassement dans les taudis de tôle et de caisses constitue aujourd'hui la règle générale de l'habitat urbain mélanésien. Cela se traduit de trois façons :

1 - Surpeuplement des logements fournis par les employeurs (souvent peu entretenus et vétustes). Ils sont de toute façon insuffisants et souvent rudimentaires : une chambre simple par couple ou pour 2 ou 3 célibataires. Il n'est pas rare qu'on s'y mette à 7 ou 8. On les trouve soit à Numba II et Numba III, ou dans le centre ville (deadock).

2 - Entassement sur les parcelles communautaires qui deviennent autant d'îlots insalubres, c'est-à-dire des bidonvilles miniatures. L'un des cas les plus spectaculaires étant celui de Sea Side, les autres se trouvant à Tagabé.

3 - Développement de la location, en particulier à Tagabé (plantation FROUIN), Numba II et Numba III sur des terrains possédés par des Tonkinois ou encore par la première couche de migrants qui a pu acheter des terrains et les sous-louer à l'heure actuelle.

Le prix d'une chambre évolue entre 1.200 et 3.000 F. Très souvent on se groupe pour payer la location. Dans la plupart des cas on arrive à des conditions d'insalubrité aussi grandes que dans les deux premiers cas.

L'étude de la SCET-CODP a révélé en 1972 que 1.257 personnes étaient logées dans des conditions insalubres (baraqués en planches ou en tôle, le tout sur terre battue) et 878 dans des conditions précaires. Soit 2.135 personnes qu'il serait urgent de reloger, dont 388 familles et 345 célibataires.

Là se trouve actuellement le problème le plus important. Les prix des terrains sont tels à Vila qu'il est impossible aux migrants d'y acquérir une parcelle individuellement. Il leur faut donc se regrouper là où c'est possible pour louer et à plus forte raison pour acheter. Aujourd'hui encore la plupart des parcelles achetées le sont à la suite d'un regroupement communautaire (même si cela n'est pas indiqué à la Conservation Foncière) : 8 à 10 hommes, souvent du même village ou d'une même aire ethnique forment une compagnie : chacun ayant le droit de poser sa maison sur le terrain et d'y accueillir ses propres cousins et frères. Très vite le degré d'entassement sur la parcelle devient critique.

Mais même ces cas sont limités. Dans tout le grand Vila, il n'existe aujourd'hui que 112 parcelles qui aient pu être achetées par des néo-hébridais, ce qui représente à peu près 20 hectares sur l'ensemble de l'espace urbain. Or il y a actuellement 4.200 néo-hébridais émigrés à Vila, sans compter leurs descendants nés dans la ville (qui pour cette raison sont comptés dans le recensement parmi les originaires d'Efaté).

Le programme d'habitat à bon marché : la propriété DEMANT.

Si l'on considère le prix des terrains actuellement pratiqués à Vila, même dans les lotissements extérieurs et le fait que la main-d'oeuvre néo-hébridaise de la

ville formée par plus de 60 % d'émigrés nés hors d'Efaté touche un niveau de salaire absolument hors de proportion avec ces prix fonciers, il est évident qu'il ne peut y avoir de solution "spontanée" au problème du logement, comme cela avait pu être le cas dans le cadre de la migration circulaire traditionnelle.

Seule une action des pouvoirs publics peut aider à la solution du problème. Celle-ci pour en être urgente, mérite réflexion car elle va créer, d'une façon ou d'une autre, une structure qui sera "définitive".

L'étude des migrations peut apporter quelques indications sur le programme d'habitat mélanésien. Pour l'instant l'Administration dispose de deux bases de discussions : le rapport SCET COOP (fait par mon ami Bernard VIENNE, sociologue ORSTOM) et le plan de David BALL.

- Le rapport SCET-COOP fait ressortir à partir d'une étude très complète de la ville un certain nombre d'indications et de chiffres qui précisent le nombre de gens à reloger, la contribution financière qu'on peut attendre de ceux-ci, un certain nombre de normes quant aux types d'habitation qui répondent aux goûts et aux moeurs des néo-hébridais (maison : espace dortoir, séparation cuisine et reste du bâtiment, auvent, etc...).

- Ensuite le premier rapport d'urbanisme de BALL qui prévoit le reclassement de tous ces gens sur l'ancienne propriété DEMANT, à partir de parcelles privatives.

L'étude des types de migrations vers Vila et une analyse de la situation du marché de l'emploi peut dans cette perspective apporter des précisions supplémentaires. En effet, les besoins en matière de logements sont différents pour les migrants entrant dans la première catégorie (celle de la migration circulaire traditionnelle) et pour ceux de la deuxième ; lorsque la migration est vécue comme une installation de longue durée souvent avec femmes et enfants. Enfin le cas des petites communautés de migrants qui se sont recrées à l'intérieur de l'espace urbain constitue une situation nouvelle, différente des deux premiers cas.

Les migrations temporaires

A la première catégorie, appartient la grande majorité des manoeuvres non qualifiés employés dans les chantiers de construction : soit au mois de juin 1973 600 à 700 personnes (en 1972, d'après le recensement urbain, il y en avait plus d'un millier).

Il faut y ajouter également une partie importante (les 3/4) des manoeuvres de manutention employés par les grandes maisons de commerce (B.P., Ballande, etc..), soit 200 à 250 personnes. Ce chiffre, contrairement au premier, est très stable.

Au niveau de la migration, on peut y inclure la main-d'oeuvre des plantations péri-urbaines, constituée dans sa très grande majorité par des gens de Tanna : 150 à 200 personnes. Mais ceux-ci, logés dans les plantations, représentent en fait un cas différent des premiers.

La partie la plus instable de la main-d'oeuvre urbaine, celle dont le type de migration s'apparente le plus avec le type traditionnel est donc constituée par la grande majorité des journaliers, non qualifiés, employés par le secteur privé.

La main-d'oeuvre journalière du secteur public ou de la SMAT est par contre plus stable : elle provient surtout des villages suburbains de Vila (Fila, Mélé, Erakor, Pango), du Nord Vaté ou des zones de migration ancienne (Paama, Shepherds).

Ces migrants temporaires proviennent des grandes îles agricoles du Nord et du Sud, qui jusqu'à présent n'entraient que dans une faible part dans la migration traditionnelle. Ce sont par conséquent les derniers arrivés. Il s'agit souvent d'hommes seuls, célibataires ou mariés, mais laissant leur famille au village. Leur intention n'est pas de s'établir à Vila, mais d'y rester tant qu'ils pourront y gagner de l'argent et il est probable que la remontée des cours du coprah incitera un certain nombre d'entre eux à regagner leurs îles d'origine.

Cette catégorie est également l'une des plus mal logée actuellement : (location ou entassement dans les chambres offertes par les employeurs). Son niveau de vie est l'un des plus faibles de la ville : entre 8 et 11.000 F de salaire mensuel. Depuis quelques mois il y règne d'ailleurs un chômage endémique dû au ralentissement de l'activité des chantiers de construction dans la ville.

La meilleure chose que l'on puisse faire pour cette population mouvante, peu qualifiée et à faible revenu, mais dont la présence est indispensable au développement économique de la ville, est de lui garantir des conditions d'habitat décentes et adaptées à ses besoins ; essentiellement des studios de location ou des hôtels de célibataires. Effort auquel d'ailleurs pourraient participer les entreprises privées qui emploient la plus grande partie de cette main-d'oeuvre.

Le seul risque est d'éviter une trop grande concentration. Il s'agit en effet de gens habitués à vivre en plein air, très attachés à leurs modes de vie insulaire, à leurs coutumes et où la solidarité ethnique reste très forte.

Construire un hôtel où s'entasseraient d'un bloc 200 ou 300 personnes en grande majorité de sexe masculin serait une aberration, à la fois sociale et psychologique. Au maximum il faut essayer de disperser à l'intérieur du paysage urbain, partout où c'est possible, des petites unités résidentielles de 20 ou 30 studios, de plein pied, pouvant être loués au mois par le Condominium ou par des entreprises privées.

Par là serait évitée la fixation en ville d'une trop grande masse de population et ainsi les risques de chômage et de prolétarisation. D'autre part on éviterait l'exploitation qui est faite actuellement de la situation par certains loueurs de taudis, ou "marchands de sommeil".

La migration "longue"

Il entre dans les cadres de la migration "longue" une population différente : professionnellement plus qualifiée, installée depuis une date plus ancienne et dans beaucoup de cas pour un temps non déterminé. Ses revenus économiques sont également supérieurs. Cette population comprend :

- la quasi totalité des ouvriers qualifiés employés sur les chantiers de construction : une centaine de maçons environ.
- la totalité des fonctionnaires employés sur "décision" par l'Administration Condominiale et par les deux Résidences (une partie seulement de ceux-ci est logée).
- enfin, les employés et cadres subalternes des grandes maisons de commerce, des métiers spécialisés comme les chauffeurs de taxi ou d'engins lourds, etc...

Bref tout ce qui constitue les cadres moyens et subalternes des entreprises privées et de l'Administration : (pour certains on peut à cet égard parler d'un embryon de bourgeoisie urbaine mélanésienne).

Ceux-là, fixés en ville depuis plus longue date, ont en général des liens plus distendus avec leur communauté d'origine. Nombreux parmi les plus jeunes sont ceux qui ont épousé des filles d'îles différentes et viennent des écoles.

Aujourd'hui la hausse du prix des terrains rend pour ces derniers tout achat de terre impossible. Leur seule possibilité de logement ne peut provenir que d'une aide des pouvoirs publics, à moins d'une hausse substantielle des salaires.

Dans la mesure où cette population bénéficie d'un emploi stable et qualifié, que son avenir est inscrit dans le cadre urbain, son grand désir est de pouvoir acheter un terrain et d'y construire. C'est un désir unanime et général.

Il est donc urgent de trouver une formule de lotissement individuel avec aide à l'achat et à la construction qui puisse convenir à cette population. Des parcelles privatives sur lesquelles il serait possible de construire une maison individuelle, dont le type au départ relativement simple pourrait évoluer vers une maison plus sophistiquée de modèle européen, conviendrait bien à cette catégorie sociale. Au départ il faudrait au moins envisager 350 à 400 lots individuels (voir type de maison proposé par M. CASSOW).

Les "communautés urbaines"

Les deux plus grandes communautés d'émigrants à Vila, celles des Paama et des Tongoa, se sont en effet reconstituées en véritables communautés à Sea Side et Tagabé.

Elles ont recréé à l'intérieur du tissu urbain les conditions de la vie du village et certaines familles y habitent depuis 1967. Chaque communauté a un temple qui fait aussi office de club, un chef, reconnu par les chefs coutumiers de l'île d'origine, ses propres fêtes, bref, une organisation sociale qui lui est propre.

La persistance de ces structures sociales communautaires est facilitée par le regroupement des émigrants dans un même endroit, mais même dans le cas des communautés plus dispersées comme celles de Tanna, il existe également un embryon de vie communautaire. Là où ils le peuvent, les émigrants se retrouvent dans un endroit quelconque de la ville lorsqu'il y a des fêtes à célébrer, des meetings qui intéressent la collectivité. Les "troubles" internes sont également réglés par la communauté et les chefs qu'elle se donne. A Vila, le migrant s'inscrit à nouveau dans sa communauté d'origine ; c'est là son cadre naturel, où il parle sa langue et peut encore vivre selon ses structures traditionnelles, là où il peut aider ou être aidé.

On peut penser que c'est un bien ou un mal ; mais ces communautés urbaines néo-hébridaises constituent le tissu social de la ville. Il n'y a pas en effet une communauté mélanésienne de Port-Vila, ni non plus un agrégat d'individus isolés et

coupés de leur milieu d'origine, mais une série de communautés plus ou moins grandes et assez inégalement structurées. Si la force de ces communautés est en effet très importante pour les Tongoa, Paama, Tanna, Ambrym, elle semble par contre plus relâchée pour les gens du Nord Vaté (ils reviennent fréquemment dans leurs villages d'où les liens moindres qu'ils nouent entre eux à Vila - exception faite des Emau -) ou pour certains émigrants plus récents des îles du Nord et du Centre-Nord qui n'ont pas encore eu le temps de recréer une structure d'accueil importante (Banks, Santo, Pentecôte, Malikolo).

Tout projet de lotissement et d'habitat social mélanésien ne peut méconnaître la force des liens qui tissent les communautés urbaines. On se plaint du déracinement et de la "clochardisation" provoqués par l'exode rural dans les grandes villes d'Afrique Noire ; mais si ce phénomène est moins développé à Port-Vila, on le doit à la persistance de ces structures communautaires, à la cohésion et à l'entraide qu'elles permettent. Seul un pourcentage réduit de néo-hébridais reste en marge de ces communautés : soit qu'ils aient un degré d'évolution sociale supérieur, c'est le dégagement des structures collectives par la réussite individuelle, soit que ce soit la communauté qui n'ait pu se créer comme c'est le cas pour certaines îles ou villages du Nord.

Ce dernier élément - l'existence de communautés de migrants - permet un certain nombre de suggestions à l'égard du projet de lotissement DEMANT.

Suggestions pour un lotissement urbain néo-hébridais

Et d'abord et surtout, ce qu'il ne faut pas faire :

- Créer sur les dizaines d'hectares disponibles de l'ancienne propriété DEMANT un immense lotissement où seraient regroupés de façon indifférenciée tous les néo-hébridais à loger de Port-Vila : c'est-à-dire une masse de parcelles privatives et un hôtel de célibataires à 300 ou 400 chambres, comme nous en avons entendu parler. Cela nous paraîtrait en effet comporter un certain nombre d'inconvénients et de risques graves.
- C'est en effet construire à côté de la ville actuelle une deuxième ville mélanésienne, un espace de ghetto qui inscrirait dans les faits une ségrégation ethnique que personne ne semble désirer.

- C'est également méconnaître la réalité sociologique actuelle de la ville, notamment l'existence des communautés urbaines mélanésiennes, et la volonté des migrants qui les composent de rester "entre eux", c'est-à-dire de reconstituer à Vila la communauté d'origine qui est le centre même de leur vie de relations.

- Enfin, c'est créer pour une population migrants encore fortement attachée à ses conditions de vie villageoise un univers massif et anonyme pour lequel elle n'est guère préparée : ce qui se traduira encore par une plus grande importance de l'alcoolisme et sans doute de la délinquance, maladies habituelles de tous les "ghettos" urbains.

Oui, mais que faire ?

- L'un des premiers principes, dont on doit tenir compte est de "briser la monotonie" possible, c'est-à-dire inclure un maximum de diversité. Celle-ci peut être recherchée d'abord au niveau de la construction proprement dite.

- Prévoir par exemple plusieurs types possibles de construction. Dans cette perspective, on pourrait demander aux diverses entreprises de la ville d'étudier puis de construire par exemple à DEMANT un exemple de type d'habitat économique, ce qui donnerait la possibilité de "choisir". Plusieurs projets ont déjà vu le jour : il suffirait d'un peu d'organisation pour qu'ils se matérialisent.

- Mais la diversité doit être aussi recherchée au niveau même du lotissement. Là on se heurte à un problème de taille. 300 ou 400 lotissements privés flanqués d'un vaste hôtel de célibataires est quelque chose de trop massif (Ghetto + "cages à lapins").

D'une part, cela peut présenter pour des raisons écologiques un certain nombre de risques (problème de la nappe phréatique - voir Service des Mines, M. SACS). Ensuite ce n'est pas souhaitable humainement.

- L'idéal serait en effet de ne pas faire un "DEMANT", mais plusieurs "DEMANT" ; c'est-à-dire 4 ou 5 lotissements différents. On peut répondre que c'est impossible à cause du prix des terrains. Pourtant DEMANT est très vaste et bien situé. Ne serait-il pas possible de le "monnayer", d'en vendre une partie à des entreprises désireuses d'y faire des terrains industriels ou même à des lotisseurs privés, et avec cet argent acheter ailleurs les terrains nécessaires, à Numba II ou à Numba III par exemple.

Ne peut-on pas également échanger une partie de DEMANT contre d'autres aires de lotissement ?

Enfin, d'une façon ou d'une autre (peut-être par un système de taxes différentielles) ne peut-on pas réserver sur l'ensemble des lotissements urbains existant une partie des lots à l'habitation des néo-hébridais (entre et 30 et 40 %) ?

- Sur le lotissement redevenu à taille humaine, par exemple pas plus de 50 ou 80 lots en moyenne, on peut ensuite en isolant des îlots de 10 à 20 lots reconstituer une certaine diversité urbanistique.

Mais le problème de la diversité résolu, reste celui de la structure sociologique des quartiers et îlots que l'on va ainsi créer.

On se trouve en effet acculé à un choix :

- Doit-on systématiquement favoriser le "mixage" des néo-hébridais, sans tenir compte de leurs affinités et île d'origine ; ce qui à terme vise à un éclatement des structures communautaires actuelles et à un relâchement des liens avec l'île d'origine ? Cette "individualisation" de la vie sociale pouvant être interprétée comme un meilleur indice d'insertion dans la vie urbaine.

- Ou bien au contraire, doit-on tenir compte de ces structures communautaires et lorsqu'elles existent leur aménager un cadre dans les nouveaux lotissements, c'est-à-dire laisser aux gens de Paama et de Tongoa la possibilité d'acheter des parcelles individuelles voisines. Ce qui à terme permettrait la constitution de quartiers "Tongoa" ou "Paama", voire de certains groupes de Tanna ou d'Ambrym, à l'intérieur de l'espace urbain.

En fait la réponse à cette question dépend essentiellement des néo-hébridais. Il serait en effet vain d'aller contre leur tendance naturelle. Il serait autant malvenu d'imposer un regroupement systématique par origine que d'empêcher ce regroupement lorsqu'il est désiré.

A notre sens, il faudrait prévoir sur chaque lotissement :

- des lots individuels, indistincts, c'est-à-dire sans référence à l'île d'origine, correspondant aux besoins de la frange la plus évoluée de la population mélanésienne ; celle qui s'est le mieux intégrée aux conditions de la vie urbaine et apparaît par là dégagée de ses liens communautaires et coutumiers. Le type de construction prévu devrait ici tenir compte du standing économique plus élevé de cette population.

- d'autres lots plus nombreux seront demandés par une population insérée non pas dans les grandes communautés dont nous avons parlé - parce qu'elles n'existent pas (cas de la migration "nouvelle vague") - mais dans de micro-regroupements. Gens d'une même île ou d'une même famille qui désirent rester voisins les uns des autres. Ici, il ne s'agit pas de gens plus individualistes ou disposant de revenus plus élevés. Il n'est pas nécessaire de prévoir pour eux une structure quelconque. Il est à peu près certain que le microregroupement se fera de lui-même.

- par contre, au niveau des "communautés urbaines" : au moins pour celles de Tongoa, de Paama et pour certains groupes de Tanna, c'est à une demande groupée qu'il faut s'attendre, et donc le prévoir dans les lotissements.

Il ne s'agit pas de permettre un achat "collectif, genre Sea Side car cela créée à la longue de nouveaux problèmes et contraintes de toute sorte, mais simplement de permettre aux individus constituant une communauté d'acheter des parcelles jointives et de redonner par là-même une base spatiale à la structure communautaire qu'ils entendent perpétuer. Ce qui est une façon d'éviter le déracinement collectif et le sentiment d'isolement et d'anonymat créé presque automatiquement par le lotissement urbain.

En outre, dans le cadre des quartiers ainsi créés, cela présente l'avantage d'insérer les "foyers de célibataires" correspondant à la population mouvante et temporaire des îles considérées. Les studios pour les jeunes gens ou hommes seuls seraient situés dans le quartier de leur communauté naturelle :

exemple : sur 40 lots qui pourraient être réservés à la communauté de Paama, on peut en réserver 2 ou 3 pour la construction d'un foyer pour les célibataires et les migrants temporaires de cette communauté. Avantage : les hommes seuls ne sont pas parqués dans un vaste ensemble collectif, mais dilués à l'intérieur des communautés. Le traumatisme psychologique du ghetto est ainsi évité et les conditions du village reconstituées au maximum.

Il est évident que dans un tel projet, il faut se garder d'imposer quoi que ce soit, mais seulement proposer, en tenant compte de quelques principes de base :

- éviter le gigantisme et tout ce qui peut contribuer à créer des ghettos (non pas un DEMANT, mais plusieurs DEMANT).

- tant au niveau de la construction des maisons que des structures d'urbanisme, inclure un maximum de diversité et prévoir des espaces verts (par exemple rôle bénéfique du british paddock pour toute la jeunesse néo-hébridaise du centre de Vila), grouper les maisons par petits îlots, éviter la monotonie.
- enfin prévoir une structure appropriée pour les communautés urbaines en les reliant aux foyers de célibataires ou migrants temporaires.

(D'autant plus que nombreux sont à l'heure actuelle les Paama ou Tongoa de Vila qui résident à Nouméa et rentreront bientôt).

- prévoir et lancer assez vite une expérience-pilote à DEMANT où pourraient être envisagés dans un premier temps plusieurs essais de construction à bon marché et les débuts d'un premier lotissement.

Il s'agit donc là de premières impressions tirées de mon enquête urbaine ;
et donc, tout au plus, d'une base de discussion (voir rapport définitif en décembre).

Août 1973

Joël BONNEMAISON